

Portrait

VILLIN Emmanuel, le 08/03/2006

C'est la voix des familles que Wadad Halwani, présidente du Comité des parents des personnes enlevées ou disparues au Liban, voulait faire entendre hier, à l'occasion du rapatriement du corps de Michel Seurat, sociologue français décédé en 1986, en captivité, au Liban. « Malgré l'horreur et la tristesse, Michel Seurat retourne auprès des siens, déclare-t-elle. Nous voulons la même chose pour nos proches disparus. Pourquoi les Libanais ne méritent-ils pas un traitement similaire ? »

À 54 ans, mère de deux garçons qui n'ont « pas eu le temps d'avoir une soeur », Wadad Halwani a fondé ce comité à la suite de la disparition de son mari, le 24 septembre 1982. Il militait dans les rangs communistes au moment de l'invasion israélienne et se démenait pour que la société civile ne quitte pas Beyrouth, alors assiégé. Depuis, elle n'a plus jamais eu de nouvelles. Mais elle refuse encore aujourd'hui de perdre espoir « tant les conditions qui entourent sa disparition demeurent obscures et confuses ». En cherchant son mari, elle se rend vite compte qu'elle n'est pas seule. « Des centaines de familles étaient à la recherche d'un proche. » D'où la fondation du Comité des disparus.

À la fin de la guerre du Liban (1975-1990), les autorités estiment à 17 000 le nombre de Libanais disparus. Mais ce n'est qu'en 2000 qu'une commission sur cette question a été créée. Son rapport avait alors révélé qu'il existait des fosses communes dans tout le Liban. « Celles qui ont été découvertes dans la région d'Anjar l'année dernière (près du QG des renseignements militaires syriens

jusqu'en avril 2005), étaient connues. Les autorités en ont parlé uniquement parce qu'elles concernaient la Syrie, s'offusque Wadad Halwani. Le gouvernement n'évoque que des disparus enlevés par la Syrie ou par Israël, jamais ceux qui l'ont été par des milices libanaises. » Et de dénoncer « la politisation des cadavres » alors que le Comité des disparus est le seul organisme multiconfessionnel ici. Et quand les autorités affirment qu'elles ne disposent pas des techniques ADN comme cela a pu être fait pour Michel Seurat, Wadad Halwani répond que c'est une question de « volonté politique ». « La majorité des assassins de la guerre du Liban sont au pouvoir. Comment les choses peuvent-elles avancer ? » Pour elle, tant que la question des disparus n'aura pas été résolue, « la guerre ne sera pas finie ».

(à Beyrouth)